

De nombreuses associations luttent contre l'esclavage domestique qui concerne plusieurs centaines de milliers de mineurs dans le monde. Parmi elles, deux ONG suisses en Afrique de l'Ouest

Libérer les enfants-domestiques

CHRISTOPHE KOESSLER

Afrique de l'Ouest ► Christelle a 5 ans et demi. «Elle portait des charges lourdes, n'était pas chaussée et sentait l'urine», décrit l'association valaisanne Sol Mani. La petite fille vendait bananes et articles ménagers sur un marché à Abidjan, parfois jusqu'à 22 heures, lorsqu'une collaboratrice locale de la petite ONG la repère en octobre dernier. Depuis, son «exploiteuse» a été dénoncée à la Brigade des mineurs et l'enfant placée en attendant que sa famille soit retrouvée. Christelle est l'une des dix fillettes que la petite organisation suisse a secouru depuis sa création en 2019.

Si les Nations unies et l'Organisation internationale du travail (OIT) qualifient ces situations de «servitude», les associations locales n'hésitent pas à employer le terme d'esclavage moderne. «Ce sont de véritables situations d'esclavage domestique car elles sont privées de liberté, de scolarité, sont exploitées et souvent maltraitées», assure Françoise Gross Hill présidente de Sol Mani. Une réalité courante en Côte d'Ivoire, et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, où des familles rurales confient leurs enfants à des «parents» ou à d'autres personnes en ville, où ceux-ci sont souvent exploités et déscolarisés.

Dans le monde, l'OIT estime à 4,3 millions le nombre d'enfants forcés à travailler, sans préciser dans quel secteur. On sait en revanche qu'un quart des esclaves adultes sont utilisés dans des foyers en tant que domestiques. Combien d'enfants sont exploités de la sorte en Côte d'Ivoire? Si des chiffres existent concernant les mineurs œuvrant dans les plantations de cacao – 800 000 selon une enquête de l'université de Chicago réalisée en 2018-2019 – aucune estimation fiable n'existe pour le secteur domestique et tertiaire.

Un «avenir meilleur» au travail
«C'est en tout les cas un phénomène très courant qui touche toutes les strates sociales», estime Honoré Tanoh, militant ivoirien de l'association Sol Mani à Abidjan. Des petits garçons deviennent aussi soudeurs, mécaniciens, sans être alphabétisés, ni payés. «De nombreuses familles rurales confient leur enfant à un oncle ou une tante, ou même à un inconnu, en espérant qu'en ville il soit mieux scolarisé et ait accès à des opportunités d'emplois. Mais elles sont souvent trompées», explique-t-il. «Vous devriez voir ces enfants, ils ne sourient pas, leur visage est grave.» Il existe même des rabatteurs qui font



Terre des hommes Suisse agit en amont dans les villages maliens pour que les familles évitent d'envoyer leurs enfants travailler en ville.
TDH SUISSE MALI

miroiter un avenir radieux pour l'enfant aux familles alors qu'ils travaillent pour des «esclavagistes» urbains, ajoute Françoise Gross Hill. La misère, qui a grossi depuis la grave crise sociopolitique de 2011 dans le pays, leur facilite la tâche.

En plus de porter secours aux fillettes exploitées, de les ramener à leur famille et d'accompagner leur rescolarisation, son association mène des activités de sensibilisation auprès de communautés rurales, avec les moyens du bord, et tente de convaincre les médias d'en parler dans la capitale. «Informer les familles est le meilleur moyen de prévenir ces situations.»

La Côte d'Ivoire dispose depuis 2012 d'un Plan d'action national (PAN) de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants, mais ses résultats s'avèrent clairement insuffisants. De nombreux villageois et villageoises ne sont pas encore conscients de la situation. Côté répression, l'Etat n'engage pas non plus les moyens nécessaires: «La Brigade des mineurs, créée en 2015, ne dispose que de 15 inspecteurs pour couvrir un pays qui compte plus de 26 millions d'habitants», précise la présidente de Sol Mani. Dans son rapport de 2021 sur le PAN, l'administration ivoirienne reconnaît: «L'unité spé-

cialisée de la police nationale en charge de la lutte contre la traite et l'exploitation des enfants ne dispose pas de capacité matérielle suffisante et du statut administratif nécessaire pour la pleine réalisation de sa mission.»

Action de l'Etat attendue

Active dans le même domaine au Mali, Terre des hommes suisse (TdH) constate une situation similaire dans ce pays. «Si le gouvernement a ratifié les conventions internationales relatives aux droits de l'enfant, il ne les a pas adoptées intégralement dans sa législation nationale. Et l'application fait grandement défaut», regrette depuis Bamako Ramata Coulibaly, coordinatrice nationale de TdH. Aussi, l'ONG mène un travail de plaidoyer pour que les autorités prennent enfin le taureau par les cornes. Une perspective qui n'est pas irréaliste, relève Séverine Ramis, directrice des programmes de TdH à Genève: «Le Sénégal a mené des actions déterminées pour sortir les enfants talibés de la rue et de la mendicité et a obtenu de bons résultats.»

Au Mali, le travail domestique des enfants est, comme en Côte d'Ivoire, légion. Nonante pourcent des 300 000 foyers recensés à Bamako emploient un ou plusieurs employé-es domestiques et

parmi elles et eux, 30% sont des filles de moins de 15 ans. Sur ces dizaines de milliers de mineures travailleuses, combien se trouvent en situation d'esclavage? Difficile à dire en l'absence d'études spécifiques. «Ce qui est sûr, c'est qu'en règle générale, leurs droits ne sont pas respectés que ce soit en matière d'alimentation, de repos, de conditions de logements ou d'éducation. Elles sont les plus souvent très peu payées, parfois pas du tout. Les abus sexuels sont courants. Leur droit à la scolarité est systématiquement violé, puisque ces filles doivent quitter l'école», indique Séverine Ramis.

Miser sur la prévention

Lorsque TdH constate des situations d'esclavage domestique, elle fait tout pour faire retirer immédiatement la victime des mains de l'exploiteur-trice, de la placer en foyer ou de l'accompagner de retour dans son village.

Dans d'autres cas, quand un enfant est contraint de travailler afin de contribuer à subvenir aux besoins de sa famille, TdH œuvre pour que ses droits soient respectés, notamment celui à l'éducation. «Nous informons les enfants de leurs droits pour qu'ils et elles deviennent des acteurs-trices du changement à part entière, puissent aussi

avoir recours aux services spécialisés de l'Etat pour se protéger et aient la possibilité de retourner dans leurs lieux d'origine», explique la directrice des programmes. L'ONG leur offre également des cours d'alphabétisation et des ponts vers la scolarité. Et mène tout un labeur de prévention: «Nous intervenons dans dix communautés rurales, et sensibilisons les villageois-es, surtout les femmes, pour que leurs enfants puissent rester avec elles et aller à l'école plutôt que de partir en ville», détaille Ramata Coulibaly.

Parmi bien d'autres activités encore, TdH intervient également auprès des «grandes logeuses», des femmes qui servent d'intermédiaires entre les «employeurs» à Bamako et les familles dans les campagnes. Ces «matrones» sont sensibilisées aux droits des enfants et à leurs responsabilités pour prévenir toute situation problématique, en particulier les situations d'esclavage.

Au total, ce sont près de 700 enfants-domestiques qui sont aidés par TdH chaque année. Un travail plus nécessaire que jamais alors que l'OIT s'attend à une augmentation de près de 9 millions d'enfants travailleurs d'ici à fin 2022, en raison de l'augmentation de la pauvreté due à la pandémie de Covid-19. |

Un espoir venu d'Inde contre le Covid-19

Vaccins ► La firme indienne Biological E. promet un milliard de doses de vaccin à bas prix contre le Covid-19 pour 2022. Son nouveau produit, le Corbevax a été développé par la Faculté de médecine Baylor et l'Hôpital pour enfants du Texas aux Etats-Unis, qui lui ont cédé une licence. Premier vaccin anti-coronavirus sans brevets, cette formule pourrait représenter le principal espoir pour les populations des pays pauvres et à revenus intermédiaires de se protéger contre le virus dans un délai

raisonnable. Les brevets sur les principaux vaccins entravent pour l'instant leur production et leur distribution au niveau mondial au bénéfice d'une poignée de multinationales, dénoncent plusieurs coalitions d'ONG et des scientifiques du monde entier (lire notamment notre édition du 24 novembre 2021).

Les doses du Corbevax sont vendues à 2,5 dollars l'unité, soit à un prix dix fois moins élevés que celles de Pfizer et Moderna. Cela «change la donne», analyse

le docteur Keith Martin, directeur du Consortium des universités pour la santé globale à Washington: «Cela va permettre à d'autres pays, en particulier certains à bas revenus, de produire eux-mêmes ces vaccins et de les distribuer d'une manière accessible, efficace et simple», assure-t-il dans le média en ligne étatsunien NPR. Des laboratoires indonésiens, bangladais et botswanais seraient en voie d'en fabriquer prochainement.

Si cela se confirmait, le milliard de doses déjà promis par la

société indienne, dont une bonne partie sera exporté, pourrait vite être dépassé. Une production de masse qui pourrait permettre de fournir des vaccins aux quelque trois milliards de personnes dans le monde qui n'y ont pas encore accès, en complément à d'autres sérums et initiatives existants. Mais le Corbevax n'est pas à ce stade homologué par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le processus de reconnaissance prend du temps. Le vaccin cubain Soberana, simi-

laire dans sa nature à celui de Corbevax, devrait être certifié par l'OMS dans le premier trimestre de 2022.

Reste à savoir si le Corbevax répondra aux attentes en matière d'efficacité. Une étude clinique menée en Inde sur 3000 volontaires a conclu à une efficacité de 90% pour prévenir la première souche du virus, et de 80% contre le variant Delta. Mais l'étude n'a pas été publiée, regrettent les spécialistes. Les essais relatifs à Omicron sont en

cours. La technologie utilisée est éprouvée depuis quarante ans dans les vaccins contre l'hépatite B et la coqueluche. Elle consiste à inoculer des fragments de la protéine spike du SARS-CoV-2 produits en laboratoire par des levures génétiquement modifiées. Pas besoin d'une lourde logistique pour les conserver, contrairement aux vaccins à ARN messager. Le Corbevax ne pourra en revanche pas être adapté aussi facilement que d'autres vaccins aux nouveaux variants. **CKR**